



Bruxelles, le 13.12.2023
C(2023) 8602 final

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 13.12.2023

**modifiant le règlement délégué (UE) 2015/63 en ce qui concerne le calcul des
engagements éligibles et le régime transitoire**

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

En vertu de l'article 100 de la directive 2014/59/UE¹, les États membres sont tenus de mettre en place un ou plusieurs dispositifs de financement («fonds de résolution») aux fins de l'application effective des instruments et pouvoirs de résolution par les autorités de résolution. En vertu de l'article 102 de la directive 2014/59/UE, les États membres veillent à ce que, au plus tard le 31 décembre 2024, les moyens financiers des fonds de résolution atteignent un niveau cible d'au moins 1 % du montant des dépôts couverts de tous les établissements agréés sur leur territoire.

L'article 103, paragraphes 1 et 2, de la directive 2014/59/UE prévoit que, pour atteindre ce niveau cible, des contributions soient perçues auprès des établissements concernés, sur la base du montant du passif (hors fonds propres), moins les dépôts couverts, de chaque établissement.

En application de l'article 67 du règlement (UE) n° 806/2014², un Fonds de résolution unique (FRU) a été créé dans le cadre de l'union bancaire. Conformément à l'article 69 du règlement (CE) n° 806/2014, le FRU devrait atteindre d'ici la fin de 2023 son niveau cible d'au moins 1 % du montant des dépôts couverts de tous les établissements de crédit agréés dans l'ensemble des États membres participants.

Sur la base de l'article 103, paragraphe 7, de la directive 2014/59/UE, en lien avec l'article 115 de cette même directive, la Commission a adopté le règlement délégué (UE) 2015/63 du 21 octobre 2014 concernant les contributions ex ante aux dispositifs de financement pour la résolution³.

Ce règlement délégué (UE) 2015/63 régit le calcul et la perception des contributions des établissements aux dispositifs de financement pour la résolution, y compris, dans l'union bancaire, au FRU. Le règlement d'exécution (UE) 2015/81 du Conseil⁴ s'applique aussi aux contributions au FRU.

Modifications techniques

En vertu de l'article 4 du règlement délégué (UE) 2015/63, les autorités de résolution déterminent la contribution annuelle que doit verser chaque établissement au prorata de son profil de risque. Pour ajuster la contribution de chaque établissement à son profil de risque,

¹ Directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 648/2012, JO L 173 du 12.6.2014, p. 190.

² Règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2014 établissant des règles et une procédure uniformes pour la résolution des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique, et modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010, JO L 225 du 30.7.2014, p. 1.

³ Règlement délégué (UE) 2015/63 de la Commission du 21 octobre 2014 complétant la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les contributions ex ante aux dispositifs de financement pour la résolution, JO L 11 du 17.1.2015, p. 44.

⁴ Règlement d'exécution (UE) 2015/81 du Conseil du 19 décembre 2014 définissant des conditions uniformes d'application du règlement (UE) n° 806/2014 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les contributions ex ante au Fonds de résolution unique, JO L 15 du 22.1.2015, p. 1.

ces autorités doivent s'appuyer sur quatre piliers de risque et sur plusieurs indicateurs visés à l'article 6 du règlement délégué (UE) 2015/63, et en particulier sur l'indicateur, visé au paragraphe 2, point a), de cet article, qui porte sur «les fonds propres et les engagements ou passifs éligibles détenus par l'établissement au-delà de l'EMEE» (exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles, ou MREL, pour «minimum requirement for own funds and eligible liabilities»).

Les modifications apportées à la directive 2014/59/UE par la directive (UE) 2019/879⁵ nécessitent de modifier le règlement délégué (UE) 2015/63 sur les points suivants.

Premièrement, la définition des «engagements éligibles» qui figure à l'article 3, point 17), du règlement délégué (UE) 2015/63 renvoie à la définition des «engagements éligibles» de l'article 2, paragraphe 1, point 71), de la directive 2014/59/UE. Selon cette dernière disposition, on entend par «*“engagements éligibles”, les engagements ou éléments de passif et les instruments de capital qui ne sont pas des instruments de fonds propres de base de catégorie 1, des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 ou de catégorie 2 d'un établissement ou d'une entité visé à l'article 1^{er}, paragraphe 1, point b), c) ou d), qui ne sont pas exclus du champ d'application de l'instrument de renflouement interne en vertu de l'article 44, paragraphe 2*». Toutefois, cette définition ayant été modifiée par la directive (UE) 2019/879, les «engagements éligibles» sont maintenant définis à l'article 2, paragraphe 1, point 71 bis), de la directive 2014/59/UE comme «*les engagements utilisables pour un renflouement interne qui remplissent, selon le cas, les conditions de l'article 45 ter ou de l'article 45 septies, paragraphe 2, point a), de la présente directive, et les instruments de fonds propres de catégorie 2 qui remplissent les conditions de l'article 72 bis, paragraphe 1, point b), du règlement (UE) n° 575/2013*». Du fait de cette modification, ne répondent désormais à la définition des «engagements éligibles» que les engagements éligibles au titre de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles (EMEE ou «MREL»), et non pas tous les engagements utilisables pour un renflouement interne, comme c'était le cas dans la définition précédente. Il convient donc d'adapter en conséquence aussi bien la définition des «engagements éligibles» de l'article 3, point 17), que la formule de calcul de l'indicateur «Fonds propres et engagements ou passifs éligibles détenus par l'établissement au-delà de l'EMEE» qui figure à l'annexe I, ÉTAPE I, du règlement délégué (UE) 2015/63, afin d'en exclure les engagements non éligibles à l'EMEE.

Deuxièmement, le règlement délégué (UE) 2015/63 renvoie, dans son article 3, point 15), à la définition de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles qui figure à l'article 45, paragraphe 1, de la directive 2014/59/UE. Or, l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles prévue par la directive 2014/59/UE a elle aussi été modifiée par la directive (UE) 2019/879. En effet, conformément à l'article 45, paragraphe 2, de la directive 2014/59/UE, telle que modifiée, cette exigence minimale doit être exprimée en pourcentage à la fois: a) du montant total d'exposition au risque (TREA) de l'entité concernée, calculé conformément à l'article 92, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 575/2013⁶; et b) de la mesure de l'exposition totale (TEM) de l'entité concernée, calculée conformément aux articles 429 et 429 bis du règlement (UE) n° 575/2013. En conséquence de cette modification,

⁵ Directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE, JO L 150 du 7.6.2019, p. 296.

⁶ Règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012, JO L 176 du 26.6.2013, p. 1.

l'indicateur «Fonds propres et engagements ou passifs éligibles détenus par l'établissement au-delà de l'EMEE» devrait être calculé à partir de la valeur la plus élevée, entre l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles basée sur le TREA et celle basée sur la TEM.

Enfin, conformément à l'article 8, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2015/63, les entités individuelles faisant partie d'un groupe peuvent utiliser l'indicateur «Fonds propres et engagements ou passifs éligibles détenus par l'établissement au-delà de l'EMEE» calculé au niveau consolidé, lorsque l'autorité compétente les a entièrement exemptées de l'application d'exigences de fonds propres au niveau individuel et que l'autorité de résolution les a aussi entièrement exemptées de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles au niveau individuel en vertu de l'article 45, paragraphe 12, de la directive 2014/59/UE. Cependant, la directive 2014/59/UE, telle que modifiée par la directive (UE) 2019/879, prévoit pour les autorités de résolution d'autres possibilités d'exemption de cette exigence, qui figurent à l'article 45 *septies*, paragraphes 3 et 4, et à l'article 45 *octies*, et non plus à l'article 45, paragraphe 12. Il s'ensuit que la référence à l'article 45, paragraphe 12, figurant à l'article 8, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2015/63 devrait être remplacée par une référence à l'article 45 *septies*, paragraphes 3 et 4, et à l'article 45 *octies* de la directive 2014/59/UE.

Régime transitoire

L'article 20, paragraphe 5, du règlement délégué (UE) 2015/63 instaure une période transitoire, pendant laquelle les États membres peuvent autoriser les petits établissements⁷ à contribuer au fonds national de résolution dans le cadre d'un régime forfaitaire⁸, jusqu'à la fin de la période initiale au terme de laquelle le FRU doit avoir atteint le niveau cible prévu par l'article 69, paragraphe 1, du règlement n° 806/2014/UE, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2023.

L'article 8, paragraphe 5, du règlement d'exécution (UE) 2015/81 du Conseil instaure un régime transitoire identique - applicable jusqu'au terme de la période initiale susmentionnée pour le FRU, à savoir le 31 décembre 2023 - qui prévoit une contribution forfaitaire des petits établissements au FRU, à la différence que selon cette disposition, les entités concernées sont tenues de verser cette contribution forfaitaire, alors selon que l'article 20, paragraphe 5, du règlement délégué (UE) 2015/63, les États membres ont le choix de les y autoriser ou non.

Selon l'article 102, paragraphe 1, de la directive 2014/59/UE, le niveau cible des dispositifs de financement nationaux doit être atteint au plus tard le 31 décembre 2024, soit un an plus tard que le niveau cible du FRU.

Il est nécessaire d'assurer l'égalité de traitement des petits établissements qui contribuent aux fonds de résolution nationaux et de ceux qui contribuent au FRU du pont de vue de la durée d'application du régime de contribution forfaitaire, en permettant que ce régime s'applique jusqu'au terme de la période initiale respectivement prévue pour atteindre le niveau cible, aussi bien pour les dispositifs de financement nationaux (31 décembre 2024) que pour le FRU (31 décembre 2023). À cet effet, il y a donc lieu de prolonger d'un an, jusqu'au 31 décembre

⁷ Établissements dont le total de l'actif est inférieur ou égal à 3 000 000 000 EUR.

⁸ Versement d'une somme forfaitaire de 50 000 EUR pour la première tranche de 300 000 000 EUR du total du passif, hors fonds propres et dépôts couverts. Pour la part du total du passif, hors fonds propres et dépôts couverts, qui dépasse 300 000 000 EUR, ces établissements doivent contribuer conformément aux articles 4 à 9 du règlement délégué (UE) 2015/63.

2024, la période transitoire d'application de ce régime aux petits établissements qui contribuent à un fonds de résolution national. La fin de la période transitoire de contribution au FRU dans le cadre du régime forfaitaire reste quant à elle fixée au 31 décembre 2023.

Modifications apportées aux dispositions actuelles

L'indicateur «Fonds propres et engagements ou passifs éligibles détenus par l'établissement au-delà de l'EMEE» doit être calculé sur la base de la définition actuelle des engagements éligibles dans la directive 2014/59/UE. C'est pourquoi les dispositions de l'article 3, point 17), et de l'annexe I, ÉTAPE I, du règlement délégué (UE) 2015/63 sont modifiées afin de renvoyer à la définition des «engagements éligibles» de l'article 2, paragraphe 1, point 71 *bis*, de la directive 2014/59/UE. La formule de calcul de cet indicateur qui figure à l'annexe I, ÉTAPE I, du règlement délégué (UE) 2015/63 est modifiée en conséquence.

L'indicateur «Fonds propres et engagements éligibles détenus par l'établissement au-delà de l'EMEE» doit être calculé sur la base de l'EMEE actuellement visée à l'article 45, paragraphe 1, de la directive 2014/59/UE, qui inclut l'EMEE exprimée en pourcentage du TREA et l'EMEE exprimée en pourcentage de la TEM. À cette fin, l'annexe I, ÉTAPE I, du règlement délégué (UE) 2015/63 est modifiée de manière à renvoyer au calcul de l'indicateur «Fonds propres et engagements éligibles détenus par l'établissement au-delà de l'EMEE» utilisant la valeur la plus élevée, entre l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles basée sur le TREA et celle basée sur la TEM..

L'article 8, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2015/63 doit couvrir les cas spécifiques dans lesquels les autorités de résolution peuvent, en vertu de la directive 2014/59/UE, exempter des entités individuelles faisant partie d'un groupe du calcul de l'EMEE au niveau individuel, de manière à ce que sous réserve du respect des autres conditions visées audit article, ces entités puissent utiliser l'indicateur «Fonds propres et engagements éligibles détenus par l'établissement au-delà de l'EMEE» calculé au niveau consolidé. La référence à l'article 45, paragraphe 12, de la directive (UE) 2014/59 qui figure à l'article 8, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2015/63 est donc remplacée par l'article 45 *septies*, paragraphes 3 et 4, et par l'article 45 *octies* de la directive 2014/59/UE.

La possibilité de calculer les contributions des petits établissements aux fonds de résolution nationaux conformément au régime forfaitaire prévu par l'article 20, paragraphe 5, devrait être prolongée jusqu'à la fin de la période initiale prévue pour que le niveau cible de ces fonds nationaux soit atteint, à savoir jusqu'au 31 décembre 2024. Cette prolongation ne s'appliquera pas aux petits établissements qui contribuent au FRU, et auxquels le régime forfaitaire transitoire ne continuera de s'appliquer, comme prévu à l'article 8, paragraphe 5, du règlement d'exécution (UE) 2015/81 du Conseil, que jusqu'à la fin de la période initiale au terme de laquelle le FRU devra avoir atteint son niveau cible, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2023. La référence que fait l'article 20, paragraphe 5, du règlement délégué (UE) 2015/63 à la période initiale prévue par l'article 69, paragraphe 1, du règlement n° 806/2014 est remplacée par une référence à la période initiale prévue par l'article 102, paragraphe 1, de la directive 2014/59/UE.

Compte tenu du temps nécessaire pour que les modifications législatives prennent effet, il convient que les modifications apportées au règlement délégué (UE) 2015/63 permettent aux autorités de résolution de déroger en 2024 à l'obligation que leur impose l'article 13, paragraphe 1, du règlement délégué de notifier aux établissements concernés les décisions déterminant leurs contributions au plus tard le 1^{er} mai, en leur permettant de notifier ces décisions au plus tard le 31 mai 2024. En conséquence, il convient de prévoir aussi une

déroger à l'obligation faite aux établissements concernés par l'article 14, paragraphe 4, du règlement délégué de fournir les informations voulues aux autorités de résolution au plus tard le 31 janvier, en leur permettant de fournir ces informations au plus tard le 29 février 2024.

En vertu de l'article 14, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) 2015/63, les établissements doivent fournir aux autorités de résolution les données nécessaires au calcul de leurs contributions au plus tard le 31 janvier de chaque année (au plus tard le 29 février en 2024). Les instructions concernant cette collecte de données doivent être envoyées bien à l'avance par les autorités de résolution. En ce qui concerne la période de contribution 2024, il conviendrait donc de donner aux dispositions pertinentes du présent règlement un effet rétroactif au 1^{er} décembre 2023, afin que les modifications proposées couvrent aussi les instructions transmises aux établissements par les autorités de résolution sur les points de données à fournir au plus tard le 29 février 2024.

2. CONSULTATION AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE

Pour l'élaboration du présent règlement délégué, la Commission a consulté des experts lors de la réunion de son groupe d'experts sur la banque, les paiements et l'assurance qui s'est tenue le 19 octobre 2023. Le rôle de ce groupe d'experts consiste, entre autres, à fournir à la Commission des conseils et de l'expertise pour l'élaboration des actes délégués. Ce groupe d'experts comprend des experts membres et des experts observateurs désignés par le Parlement européen, les États membres, la BCE et le Conseil de résolution unique (CRU). La Commission a recueilli les avis des membres et des observateurs du groupe avant, pendant et peu de temps après la réunion et a pris en compte ces avis aux fins de l'élaboration du présent règlement.

Aucune analyse d'impact n'est prévue, dans la mesure où les modifications proposées ne devraient pas avoir d'impact économique important. Ces modifications proposées ne font en effet qu'adapter certaines dispositions du règlement délégué aux modifications apportées à la directive 2014/59/UE. En outre, elles prolongeraient d'un an la disposition - déjà en vigueur - qui permet aux petits établissements contribuant à des dispositifs nationaux de financement pour la résolution de le faire en s'acquittant d'un montant forfaitaire.

3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

L'article 1^{er} du présent règlement apporte au règlement délégué (UE) 2015/63 les modifications nécessaires pour l'adapter à la définition des «engagements éligibles» et au mode de calcul de l'EMEE prévus par la directive 2014/59/UE, telle que modifiée par la directive (UE) 2019/879, et pour prolonger d'un an la possibilité, pour les petits établissements qui contribuent aux fonds de résolution nationaux, de verser leur contribution sous la forme d'un montant forfaitaire, en étendant cette période jusqu'au 31 décembre 2024, à savoir jusqu'au terme du délai prévu pour que les dispositifs de financement nationaux atteignent leur niveau cible.

L'article 1^{er}, paragraphe 1, intègre la définition des «engagements éligibles» figurant à l'article 2, paragraphe 1, point 71 *bis*, de la directive 2014/59/UE.

L'article 1^{er}, paragraphe 2, actualise la référence aux cas spécifiques dans lesquels les autorités de résolution peuvent dispenser des entités du calcul de l'EMEE au niveau individuel en vertu de la directive 2014/59/UE.

L'article 1^{er}, paragraphe 3, prolonge d'un an, jusqu'à la fin de la période initiale au cours de laquelle les fonds de résolution nationaux doivent atteindre leur niveau cible, c'est-à-dire

jusqu'au 31 décembre 2024, la période pendant laquelle les petits établissements peuvent contribuer aux fonds de résolution nationaux en s'acquittant d'un montant forfaitaire.

L'article 1^{er}, paragraphe 4, ajoute à l'article 20 du règlement délégué (UE) 2015/63 de la Commission deux paragraphes contenant des dispositions transitoires pour 2024, selon lesquelles les autorités de résolution ont jusqu'au 31 mai 2024 au plus tard pour notifier aux établissements les décisions déterminant leur contribution annuelle, et les établissements ont jusqu'au 29 février 2024 au plus tard pour fournir les informations voulues aux autorités de résolution.

L'article 1^{er}, paragraphe 5, adapte le mode de calcul de l'indicateur «Fonds propres et engagements éligibles détenus par l'établissement au-delà de l'EMEE» visé à l'annexe I, ÉTAPE I, dans la mesure nécessaire pour tenir compte des modifications susmentionnées et du calcul de l'EMEE conformément à l'article 45, paragraphe 1, de la directive 2014/59/UE, telle que modifiée.

L'article 2 prévoit que le règlement s'applique le jour suivant celui de sa publication, à l'exception des dispositions de son article 1^{er}, paragraphes 3 et 4, qui s'appliquent rétroactivement à partir du 1^{er} décembre 2023.

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 13.12.2023

modifiant le règlement délégué (UE) 2015/63 en ce qui concerne le calcul des engagements éligibles et le régime transitoire

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et modifiant la directive 82/891/CEE du Conseil ainsi que les directives du Parlement européen et du Conseil 2001/24/CE, 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2005/56/CE, 2007/36/CE, 2011/35/UE, 2012/30/UE et 2013/36/UE et les règlements du Parlement européen et du Conseil (UE) no 1093/2010 et (UE) n° 648/2012, et notamment son article 103, paragraphe 7,

considérant ce qui suit:

- (1) La directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil⁹ a modifié la définition des «engagements éligibles» qui figurait à l'article 2, paragraphe 1, point 71, de la directive 2014/59/UE. Selon cette nouvelle définition, ne constituent des «engagements éligibles» que les engagements éligibles à l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles (EMEE, ou «MREL» pour «minimum requirement for own funds and eligible liabilities»). Cette modification devrait se refléter dans le règlement délégué (UE) 2015/63¹⁰, qui traite des contributions ex ante aux dispositifs de financement pour la résolution. Plus précisément, les références faites dans cet acte délégué à la définition antérieure des «engagements éligibles» donnée à l'article 2, paragraphe 1, point 71, de la directive 2014/59/UE devraient être adaptées à l'article 2, paragraphe 1, point 71 *bis*, de ladite directive, qui contient la nouvelle définition. Il convient aussi d'adapter la formule de calcul de l'indicateur «Fonds propres et engagements ou passifs éligibles détenus par l'établissement au-delà de l'EMEE» figurant à l'annexe I, ÉTAPE I, du règlement délégué (UE) 2015/63, afin de n'y inclure que les engagements éligibles à l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles.
- (2) La directive (UE) 2019/879 a également modifié l'article 45, paragraphes 1 et 2, de la directive 2014/59/UE afin de prévoir un nouveau calcul de l'EMEE (MREL), désormais calculée en pourcentage du montant total d'exposition au risque (TREA) et en pourcentage de la mesure de l'exposition totale (TEM) de l'entité concernée. Il convient donc de préciser sur la base de quel paramètre calculer l'indicateur «Fonds propres et engagements éligibles détenus par l'établissement au-delà de l'EMEE»

⁹ Directive (UE) 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019 modifiant la directive 2014/59/UE en ce qui concerne la capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et la directive 98/26/CE, JO L 150 du 7.6.2019, p. 296.

¹⁰ Règlement délégué (UE) 2015/63 de la Commission du 21 octobre 2014 complétant la directive 2014/59/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les contributions ex ante aux dispositifs de financement pour la résolution, JO L 11 du 17.1.2015, p. 44.

mentionné dans le règlement délégué (UE) 2015/63. De plus, pour que cet indicateur ait une valeur suffisamment prudente, il convient de préciser que son calcul doit reposer sur la valeur la plus élevée entre, d'une part, l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles calculée en fonction du TREA et, d'autre part, l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles calculée en fonction de la TEM.

- (3) La directive (UE) 2019/879 a également élargi la possibilité, pour les autorités de résolution, d'exempter des entités individuelles de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles au niveau individuel pour la leur imposer au niveau consolidé, en étendant notamment cette possibilité aux circonstances visées à l'article 45 *septies*, paragraphes 3 et 4, et à l'article 45 *octies* de la directive 2014/59/UE. Cette modification de la directive 2014/59/UE devrait se refléter dans l'article 8, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) 2015/63.
- (4) L'article 20, paragraphe 5, du règlement délégué (UE) 2015/63 prévoit actuellement un régime transitoire permettant aux petits établissements de contribuer aux dispositifs nationaux de financement pour la résolution ou au Fonds de résolution unique en versant une somme forfaitaire, plutôt que l'intégralité d'une contribution adaptée en fonction des risques. Ce régime transitoire court jusqu'à la fin de la période initiale prévue pour atteindre le niveau cible du Fonds de résolution unique, période qui, selon l'article 69 du règlement (UE) n° 806/2014, prend fin le 31 décembre 2023. Or, selon l'article 102, paragraphe 1, de la directive 2014/59/UE, la période initiale pour atteindre le niveau cible des dispositifs nationaux de financement pour la résolution prend fin un an plus tard, le 31 décembre 2024. Cette situation crée une inégalité de traitement entre les établissements qui contribuent aux dispositifs nationaux de financement de la résolution et ceux qui contribuent au Fonds de résolution unique. Afin de permettre aux premiers de contribuer de manière forfaitaire jusqu'à la fin de la période initiale prévue pour le dispositif national de financement de la résolution dont ils relèvent, il convient de prolonger le régime transitoire d'un an, jusqu'au 31 décembre 2024, en remplaçant la référence à l'article 69, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 806/2014 qui figure à l'article 20, paragraphe 5, du règlement délégué (UE) 2015/63 par une référence à l'article 102, paragraphe 1, de la directive 2014/59/UE.
- (5) Le règlement délégué (UE) 2015/63 doit donc être modifié en conséquence.
- (6) Il est nécessaire de laisser aux autorités de résolution suffisamment de temps pour adopter et notifier leurs décisions sur les contributions aux dispositifs de financement pour la résolution conformément aux exigences modifiées. Il y a donc lieu de prévoir pour l'année 2024 un régime transitoire prolongeant les délais impartis pour ces notifications.
- (7) Étant donné que les autorités de résolution doivent pouvoir appliquer dès que possible les exigences modifiées relatives au calcul et à la perception des contributions pour 2024, il est nécessaire de prévoir que le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication.
- (8) En vertu de l'article 14, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) 2015/63, les établissements doivent fournir aux autorités de résolution les informations nécessaires au calcul de leur contribution au plus tard le 31 janvier de chaque année. Il convient de leur donner un mois supplémentaire pour fournir ces informations en 2024.

- (9) Il est nécessaire d'éviter toute insécurité juridique quant à la méthode à appliquer pour la communication d'informations et le calcul des contributions aux dispositifs nationaux de financement pour la résolution. C'est la raison pour laquelle les autorités de résolution, compte tenu de la prolongation en 2024 du régime forfaitaire transitoire, devraient pouvoir donner aux établissements, bien avant le délai fixé pour la collecte des contributions en 2024, des instructions sur les informations qu'ils doivent fournir en vue du calcul de leur contribution annuelle. Pour assurer la continuité de l'information et de la méthode de calcul utilisée d'une période de contribution à l'autre, et pour permettre aux autorités de résolution de transmettre les instructions nécessaires dès le 1^{er} décembre 2023, la prolongation du régime transitoire qui doit être inscrite à l'article 20, paragraphes 5, 8 et 9, devrait s'appliquer rétroactivement à partir de cette date.

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Modifications apportées au règlement délégué (UE) 2015/63

Le règlement délégué (UE) 2015/63 est modifié comme suit:

- (1) À l'article 3, le point 17) est remplacé par le texte suivant:
- «17) “engagements éligibles” ou “passifs éligibles”, les engagements éligibles définis à l'article 2, paragraphe 1, point 71 *bis*, de la directive 2014/59/UE;».
- (2) À l'article 8, le paragraphe 2 est remplacé par le texte suivant:
- «2. Lorsque l'autorité compétente a entièrement exempté un établissement de l'application des exigences de fonds propres au niveau individuel en vertu de l'article 7, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 575/2013, et que l'autorité de résolution a aussi entièrement exempté ce même établissement de l'application de l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles au niveau individuel, en vertu de l'article 45 *septies*, paragraphe 3 ou 4, ou de l'article 45 *octies*, de la directive 2014/59/UE, l'indicateur visé à l'article 6, paragraphe 2, point a), du présent règlement peut être calculé au niveau consolidé. La note obtenue pour cet indicateur au niveau consolidé est attribuée à chaque établissement qui fait partie du groupe aux fins du calcul de l'indicateur de risque de cet établissement.».
- (3) À l'article 20, le paragraphe 5 est remplacé par le texte suivant:
- «5. Sans préjudice de l'article 10 du présent règlement, au cours de la période initiale prévue par l'article 102, paragraphe 1, de la directive 2014/59/UE, les États membres peuvent autoriser les établissements dont le total de l'actif est inférieur ou égal à 3 000 000 000 EUR à verser une somme forfaitaire de 50 000 EUR pour la première tranche de 300 000 000 EUR du total de leur passif, hors fonds propres et dépôts couverts. Pour la part du total du passif qui dépasse 300 000 000 EUR, hors fonds propres et dépôts couverts, ces établissements contribuent conformément aux articles 4 à 9 du présent règlement.».
- (4) À l'article 20, les paragraphes 8 et 9 suivants sont ajoutés:
- «8. Par dérogation à l'article 13, paragraphe 1, au cours de la période de contribution 2024, l'autorité de résolution informe chacun des établissements visés à l'article 2 de sa décision déterminant la contribution annuelle due par cet établissement au plus tard le 31 mai 2024.

9. Par dérogation à l'article 14, paragraphe 4, et en ce qui concerne les informations à fournir aux autorités de résolution en 2023, les informations visées audit paragraphe sont fournies au plus tard le 29 février 2024.».

(5) L'annexe I est modifiée conformément à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Entrée en vigueur et application

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*. Il est applicable à partir du jour suivant celui de sa publication, à l'exception des dispositions de son article 1^{er}, paragraphes 3 et 4, qui sont applicables à partir du 1^{er} décembre 2023.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 13.12.2023

Par la Commission

La présidente

Ursula VON DER LEYEN